

Citoyenne Démocratie



X28_{ACL3}- **Démocraties Directes** - *Actez pour vous !*

Atelier Constituant Lexical N°3
avec Étienne Chouard

Mardi 28 janvier - 21h00/23h00

co-hôtes

XACL3 – Démocraties Directes, à l'écoute des modèles...

Émission du 28/01/2025 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Résumé et synthèse transcrit par IA

Lors de cet atelier constituant, Étienne Chouard et les intervenants ont débattu de la définition de l'État de droit. Selon Chouard, il s'agit d'une organisation politique où l'État est soumis à un droit supérieur et inaccessible, protégeant les citoyens des abus de pouvoir. Il insiste sur le fait que les représentants doivent « craindre un droit qu'ils ne peuvent pas écrire ni modifier » afin d'empêcher toute dérive autoritaire. Certains participants, comme Christophe, contestent l'utilité du concept en démocratie directe, où le peuple détient déjà le pouvoir. D'autres, comme La Vocation, soulignent l'importance de préciser la souveraineté citoyenne dans la définition. Le débat évoque aussi l'évolution historique du terme, notamment son instrumentalisation par les institutions européennes pour affaiblir la démocratie. Chouard rappelle que « nos représentants ne sont pas démocrates » et que seule une constitution écrite par les citoyens peut garantir leur contrôle. Enfin, l'atelier souligne la nécessité de redéfinir collectivement les termes essentiels pour bâtir un lexique constitutionnel clair et protecteur.

La discussion tourne autour de la définition de l'« État de droit » dans le cadre d'un atelier constituant mené par Étienne Chouard et d'autres intervenants. L'objectif est d'élaborer une définition précise et utile du concept, en insistant sur la nécessité que les représentants politiques craignent un droit qui leur est supérieur et inaccessible, garantissant la protection des citoyens contre les abus de pouvoir. Certains intervenants contestent la pertinence de cette notion, arguant que dans une démocratie directe, elle deviendrait superflue. La discussion explore également l'évolution du concept en France et son détournement au profit des juges et institutions européennes. Enfin, les débats soulignent l'importance d'un

cadre constitutionnel solide et de la souveraineté populaire pour assurer un véritable contrôle sur les représentants.

Synthèse du document en 10 points

1. Définition de l'État de droit

Étienne Chouard propose que l'État de droit soit une organisation politique où l'État est soumis à un droit supérieur et inaccessible, garantissant la protection des citoyens contre les abus de pouvoir.

2. Divergences sur l'utilité du concept

Certains intervenants, comme Christophe, estiment que l'État de droit est superflu en démocratie directe, où le peuple détient le pouvoir. Chouard défend néanmoins son importance comme outil de contrôle des représentants.

3. Une critique des institutions actuelles

Plusieurs participants dénoncent la faiblesse des institutions françaises et la soumission des juges et du Conseil constitutionnel aux intérêts politiques, remettant en cause l'application réelle de l'État de droit.

4. L'évolution historique du concept

L'État de droit a été importé en France dans les années 1980-1990 et largement utilisé par les institutions européennes pour renforcer leur autorité sur les États membres.

5. Un outil de domination politique ?

Certains intervenants voient l'État de droit comme une notion utilisée pour restreindre la démocratie et imposer des décisions échappant au contrôle populaire.

6. La nécessité d'un cadre constitutionnel clair

Chouard insiste sur l'importance d'une constitution citoyenne qui définirait précisément l'État de droit et prévoirait des mécanismes de sanctions contre les abus de pouvoir.

7. Une opposition entre la loi et la Constitution

Il est souligné que les représentants produisent la loi et peuvent la modifier à leur avantage, rendant essentiel un droit constitutionnel qui leur soit totalement inaccessible.

8. Un problème de sémantique et de réappropriation

La définition du terme est disputée, certains jugeant qu'il a été détourné par les élites, tandis que Chouard plaide pour une réappropriation démocratique du concept.

9. Le rôle des citoyens dans la définition des termes

L'atelier constituant vise à redéfinir les concepts clés de manière claire pour éviter les interprétations trompeuses et garantir une meilleure compréhension démocratique.

10. Un projet de réforme globale

L'objectif est de proposer une nouvelle organisation politique, avec des institutions réellement au service du peuple et des représentants soumis à un contrôle strict, afin d'assurer un véritable État de droit démocratique.